



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

## The press review

1-10 June 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

### Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparency.lu](mailto:secretariat@transparency.lu).

### Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparency.lu](mailto:info@transparency.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.



## Affaire Bommeleeër

05 juin 2013 17:48; Act: 05.06.2013 18:09

# Le SREL aurait espionné la justice

**LUXEMBOURG - Les derniers rebondissements dans l'affaire Bommeleeër pourraient déclencher une affaire d'État. Selon les informations de ce mercredi, le procureur général aurait lui aussi été surveillé.**



André Kemmer, ancien membre du SREL, aurait espionné le procureur général, Robert Biever.

Photo: Editpress

Le SREL a-t-il surveillé la Justice pendant les enquêtes de l'affaire Bommeleeër entre 2006 et 2008 ? Le [«scandale parfait»](#) dont les Luxembourgeois ont pris connaissance mardi prend ainsi de l'ampleur. Le détective privé commandité par [l'ancien membre du SREL André Kemmer](#) n'aurait pas seulement surveillé les enquêteurs de la police judiciaire... mais aussi les membres de la justice.

Selon les informations recueillies par 100,7, le procureur général Robert Biever aurait lui aussi fait l'objet d'écoutes ou de filatures entre 2006 et 2008. Période à laquelle les investigations contre les deux accusées Jos Wilmes et Marc Scheer battaient leur plein.

Toujours selon 100,7, André Kemmer aurait pris soin de faire circuler des rumeurs sur Biever pour nuire à la crédibilité de ce dernier. Les raisons de l'espionnage, ainsi que le responsable et donneur d'ordre initial sont pour l'instant inconnues. S'il devait pourtant s'avérer que le ministère d'État et/ou le ministère de la Justice étaient impliqués, le scandale pourrait déclencher une affaire d'État.

(L'essentiel Online/tageblatt.lu/mth)

## Bommeleeër: Frieden aurait fait pression pour stopper l'enquête en 2001

**Luc Frieden, actuel ministre des Finances luxembourgeois, est au coeur de la tourmente depuis jeudi suite à des révélations de la radio 100,7 concernant l'affaire Bommeleeër.**



Luc Frieden nie toute pression exercée pour tenter d'étouffer l'enquête sur le Bommeleeër  
Photo: Serge Waldbillig

(jm) - Depuis 2001, Luc Frieden, à l'époque ministre de la Justice, aurait tenté de faire étouffer l'enquête sur [le Bommeleeër](#), une série d'attentats qui ont secoué le Luxembourg entre mai 1984 et mars 1986.

Il aurait fait pression sur Robert Biever, actuel procureur général d'Etat, et Doris Woltz, juge d'instruction.

La radio 100,7 avait déjà révélé ces détails en avril dernier. Le principal concerné s'était alors défendu en soutenant qu'il s'agissait d'une accusation sans fondement.

Au cours d'une interview jeudi, le procureur Robert Biever a confirmé ces fameuses pressions de la part de l'ancien ministre de la Justice, sur 100,7.

Sur ce, les partis DP et Déi Gréng ont exigé une réunion extraordinaire de la commission juridique pour entendre les différentes versions et y voir plus clair dans cette affaire.

### Frieden garde la tête haute

Au terme de cette réunion, organisée en urgence ce vendredi, Luc Frieden en est ressorti la tête haute et a affirmé qu'il ne regrette pas son comportement.

"Je me suis informé régulièrement sur l'état d'avancement de l'enquête et je demandais quand elle serait finie", a-t-il commenté,

Ce qui ne signifiait pas qu'il voulait que l'enquête se termine à tout prix.

"Quand on me demande quand est-ce que l'affaire va se terminer, je dois le prendre comment?", a rétorqué le procureur Biever.

Luc Frieden n'aurait pas fait pression sur l'enquête, mais ne se serait pas montré "amusé" par la tournure qu'elle prenait selon Robert Biever.

Du côté des partis de coalition, on évoque des divergences d'opinion tandis que l'opposition parle d'incidents graves. Gast Gibéryen (ADR) demande la démission Frieden au gouvernement.

# Frieden, encore crédible comme ministre?

*LUXEMBOURG - Les agissements de Luc Frieden rendraient-ils impossible son maintien au poste de ministre des Finances si les accusations du procureur général d'État s'avèrent justifiées?*



*Les accusations du procureur général d'État Robert Bieber pèsent lourd sur Luc Frieden. (photo: Editpress)*

Le comportement de Luc Frieden, ministre des Finances (CSV) serait-il incompatible avec une poursuite de ses activités au sein du gouvernement? En tout cas, l'étau se resserre autour de lui et Robert Bieber, procureur général d'État, n'en démord pas: Frieden, alors ministre de la Justice, aurait tenté de l'influencer afin qu'il ne poursuive pas ses enquêtes dans l'affaire Bommeleeër.

C'est ce qu'il a par ailleurs répété devant la commission juridique de la Chambre vendredi matin. Doris Woltz, juge d'instruction de l'époque a par ailleurs renforcé les

propos de Biever en indiquant qu'elle avait été approchée par Frieden. Elle a par ailleurs expliqué qu'elle se serait attendu à davantage de soutien de la part du Ministre.

Frieden ne nie pas, affirme Gibéryen

Sur demande des groupes parlementaires DP et Déi Gréng, M.Frieden a également été interrogé mais a campé sur ses positions. Selon un communiqué de la chambre des Députés, il a expliqué que «beaucoup de citoyens se posaient des questions à propos de l'enquête et qu'il n'a jamais été dans ses intentions de décourager la justice à faire son travail».

Si Frieden n'a pas confirmé les faits, il ne les nie pas non plus, comme le note Gast Gibéryen (ADR) dans une interview avec *RTL*. Et effectivement le ministre n'a pas tout démenti mais plutôt essayé de nuancer les propos de Biever. Frieden affirme s'être renseigné sur le déroulement de l'enquête et d'avoir voulu savoir quand est-ce qu'elle allait se terminer. Pour le procureur général le ton était bien différent, et surtout, Frieden n'aurait pas cessé ces interrogations et véritablement tenté de faire pression sur le procureur pour qu'il lâche le dossier.

En tout cas, Gast Gibéryen et François Bausch (Déi Gréng) sont unanimes sur la question: si les déclarations sont vraies, Frieden devrait démissionner. Les déclarations d'autant plus choquantes, étant donné qu'elle interviennent dans un climat d'incertitudes autour du SREL et qu'il est apparu cette semaine que le service des renseignements avait commandité un détective privé pour [surveiller à la fois les enquêteurs](#) et [la justice](#) et de suivre de près leur avancement dans le dossier du poseur de bombe.

*(L'essentiel Online)*

# Regional/International

## Wort.lu

International Publié le 02.06.13 17:17

### **Des parlementaires britanniques au coeur d'une affaire de corruption**

**Plusieurs élus du Royaume-Uni étaient dimanche au coeur d'un scandale, après avoir été filmés à leur insu en train de proposer apparemment leurs services en échange d'argent, à des journalistes se faisant passer pour des représentants d'une entreprise privée.**



Le Sunday Times a publié sur son site internet la vidéo montrant un lord proposer ses services pour 14.000 euros par mois.

Photo: DR

(AFP) - Trois membres de la Chambre des Lords ont été [filmés en caméra cachée par le Sunday Times](#) qui en diffuse des extraits, deux jours après une affaire similaire de trafic d'influence présumé touchant un député conservateur.



Le parti travailliste a suspendu dimanche deux des Lords impliqués, Jack Cunningham et Brian Mackenzie, tandis que le troisième, John Laird, du parti unioniste d'Ulster, a démissionné de son groupe parlementaire, en attendant les résultats d'une enquête.

Tous trois démentent avoir violé les règles parlementaires, qui interdisent aux membres de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords de se faire payer pour promouvoir une cause.

## **14.000 euros pour des services**

Dans les enregistrements diffusés par le Sunday Times, Lord Cunningham indique à des journalistes se faisant passer pour des lobbyistes au service d'une entreprise d'énergie solaire, qu'il peut leur «permettre de rencontrer des gens, si besoin des membres du gouvernement», et évoque une rémunération de 12.000 livres (14.000 euros) par mois.

Le parlementaire a accusé l'article d'être «sensationnaliste et trompeur».

Lord Mackenzie, quant à lui, propose de faire appel à des amis parlementaires pour permettre aux faux lobbyistes d'utiliser le palais de Westminster -siège du Parlement- comme lieu de réception. Lord Laird de son côté explique qu'il peut demander à des collègues parlementaires de poser devant la Chambre des Lords des questions relatives aux intérêts de ses clients, selon le journal.

## **Une précédente enquête de la BBC**

Ces révélations s'ajoutent aux accusations visant le député Patrick Mercer, qui a démissionné vendredi du groupe parlementaire conservateur après avoir été filmé également à son insu, dans le cadre d'une enquête de la BBC et du Daily Telegraph.

Selon ces médias, le député a été approché par des journalistes se présentant comme des lobbyistes au service d'entreprises désireuses de voir les îles Fidji réintégrer le Commonwealth dont elles ont été suspendues en 2009.

Selon le Daily Telegraph, après avoir reçu 4.000 livres (4.700 euros) il a présenté cinq questions au Parlement rédigées par les faux lobbyistes ainsi qu'une motion parlementaire en faveur des îles Fidji.

Toujours selon le journal, le député a accepté de fournir une carte de sécurité pour accéder à la Chambre des Communes aux faux lobbyistes.

Patrick Mercer avait indiqué vendredi qu'il consultait un avocat à propos des accusations portées contre lui. «Dans le même temps, pour ne pas mettre mon parti dans l'embarras, j'ai démissionné du groupe conservateur (au Parlement)», avait-il indiqué dans un communiqué.

UBS France mise en examen pour complicité de démarchage illicite

## UBS France mise en examen pour complicité de démarchage illicite

2013-06-01 12:36:00



Photo: afp

**La filiale française d'UBS a été mise en examen vendredi pour complicité de démarchage illicite dans l'enquête sur des soupçons de système destiné à convaincre de riches Français d'ouvrir des comptes non déclarés en Suisse au début des années 2000, a appris l'AFP de source judiciaire.**

UBS France a par ailleurs été placée sous statut de témoin assisté pour blanchiment de démarchage et blanchiment de fraude fiscale, a précisé cette source.

Dans cette enquête, UBS est soupçonnée d'avoir permis à ses commerciaux suisses de démarcher des clients en France, en violation de la législation, et d'avoir mis en place une double comptabilité pour masquer des mouvements de capitaux entre la France et la Suisse.

Un ancien directeur général d'UBS France, Patrick de Fayet, un ancien dirigeant du bureau d'UBS à Lille et un cadre salarié d'UBS à Strasbourg sont déjà mis en examen.

Ces investigations sont nées en particulier d'une dénonciation d'anciens salariés.

Une note anonyme transmise à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), consultée par l'AFP, avait détaillé l'existence de "carnets du lait" entre 2002 et 2007, système destiné à enregistrer les ouvertures de comptes non déclarés en Suisse réalisées par les commerciaux.

Elle décrivait le rôle présumé de chargés d'affaires en Suisse et en France et de membres de la direction d'UBS France dans cette double comptabilité.

Ce système permettait de ne pas laisser de trace dans les outils officiels de la banque tout en permettant de calculer les opérations des commerciaux pour leurs bonus de fin d'année, selon

cette note.

L'information judiciaire sur les pratiques de la banque suisse en France a été ouverte en avril 2012 pour "démarchage bancaire ou financier par personne non habilitée et blanchiment de fraude fiscale et de fonds obtenus à l'aide d'un démarchage illicite, commis en bande organisée". Elle est conduite par les juges Guillaume Daïeff et Serge Tournaire.

Dans cette enquête, les juges ont également communiqué au fisc français une liste de 353 personnes soupçonnées d'avoir détenu un compte en Suisse, à charge pour ce dernier d'obtenir de la Suisse un éclaircissement de la situation fiscale de ces personnes.

*Afp*

## Cameron calls in tax havens ahead of G8 summit in June

Leaders of overseas territories, including Bermuda and Jersey, summoned to London in move to tackle tax evasion

[Patrick Wintour](#), political editor

[The Guardian](#), Tuesday 4 June 2013 20.42 BST



Jersey, in the Channel Islands, is among overseas territories being asked by the government in Westminster to share tax information. Photograph: Chris Coe

[David Cameron](#) has asked the senior ministers of all Britain's overseas territories – including Bermuda, Jersey and the British Virgin Islands – to London on the eve of this month's [G8](#) summit to urge them to root out the multibillion-pound evasion industry by signing up to agreements to share tax information.

Britain has made a clampdown on corporate and individual [tax avoidance](#) the central theme of its chairmanship of the G8 summit in Northern Ireland on 17 and 18 June, and Cameron has decided that he cannot be a credible chair of the summit if he is not seen to be trying to put Britain's own house in order.

The intensity of the pressure that Cameron will place on the 10 crown dependencies and overseas territories to be more co-operative has, however, not yet been determined, amid signs there are some disputes between Downing Street and the Treasury on what to demand, and whether excessive public pressure will lead them to refuse to co-operate.

Cameron wants British offshore havens to sign an [OECD](#) convention to give mutual assistance in tax matters, which provides for the sharing of information between countries, seen as key to ending evasion.

Some of the British havens have agreed to the automatic exchange of information with some western economies, but not as widely as prescribed by the convention.

The prime minister plans to chair a tax and transparency conference alongside Nick Clegg on the weekend before the G8 summit itself. Cameron is looking at the possibility of the UK dependencies and overseas territories formally signing the OECD convention in the cabinet room on Saturday, but government sources said the plan could yet unravel in the face of hostility from the overseas territories.

The precise constitutional relationship between the UK and the overseas territories is a matter of dispute, but some aid agencies claim the UK can in effect force the crown dependencies to close down the tax loopholes.

Cameron wrote to the crown dependencies and overseas territories in May saying he wanted the G8 to "knock down the walls of company secrecy" to reveal who really owns and controls firms.

The letter calling for action on tax information exchange and beneficial ownership was sent to leaders in Bermuda, the British Virgin Islands, the Cayman Islands, Gibraltar, Anguilla, Montserrat, the Turks and Caicos Islands, Jersey, Guernsey and the Isle of Man.

Many of them are furious at being labelled tax havens, and fear the basis of their economies is being threatened, and that they will be put at a competitive disadvantage.

ActionAid claims nearly one in every two dollars of large corporate investment in developing countries was routed through a tax haven. It claims 98 of the FTSE 100 multinational groups have companies in tax havens.

Melanie Ward, head of advocacy at ActionAid UK, said: "It is perfectly possible to achieve a G8 deal to tackle tax dodging that works in the interests of rich and poor countries alike. The prime minister has said that he will do this, but the question is whether he has the clout to achieve it.

"The first test is in the UK's own backyard, and is whether he will pull all 10 of the UK's own tax havens – the overseas territories and crown dependencies – into line.

"At the pre-G8 tax and transparency event on 15 June, David Cameron must ensure that all 10 sign up to the existing multilateral convention on tax information exchange."

Brendan Cox, spokesman for the If campaign, a coalition of 200 groups campaigning in the run-up to the G8, said: "Cameron has to walk the walk, as well as talk the talk. By getting the UK house in order, he will have the opportunity to make a wider breakthrough at the summit itself on the issue of beneficial ownership, the way to get behind the anonymous shell companies."

Cameron and the chancellor, George Osborne, are still gauging how far to push the G8 on measures to make it easy to establish the real owners of companies and assets, in the face of hostility primarily from America and Canada.

Osborne is also facing a push-back from business about imposing excessive regulatory burdens on companies to report their profits on a country by country basis.

Ahead of the summit, Cameron will meet the [European commission](#) president, José Barroso, this week, prior to a nutrition summit this weekend.

In the week running up to the G8 summit itself, Cameron will set out his vision of Britain's role in the world and the continuing relevance of the G8.

## French lawmakers thwart Hollande's transparency drive



Reuters/Reuters - French President Francois Hollande smiles before delivering his speech after his visit at the Museum of Civilizations from Europe and the Mediterranean (MuCEM) in Marseille, June 4, 2013.

PARIS (Reuters) - French lawmakers diluted President Francois Hollande's plans to force politicians to declare their wealth and are pushing instead to penalize reporters who publish such information.

The fact that lawmakers from his own party opposed the bill was an extra blow for Hollande, who is grappling with rock-bottom approval ratings and rumblings of a revolt against his policies from a minority of left-wingers.

Stung by the resignation of a budget minister over a secret Swiss bank account, Hollande's Socialist government drafted a bill in April requiring politicians to declare assets, income and potential conflicts of interest to an independent authority.

The move was aimed at making the French political system one of the most transparent among western countries and restoring voter confidence after the scandal over Jerome Cahuzac's undeclared Swiss account.

Concerned about their privacy, Socialist lawmakers in the lower house of parliament endorsed amendments to the bill on Tuesday so that disclosures would only be made public to people on an electoral list who specifically requested the information.

In a measure that would make journalists think twice before using the information in stories, people who publish disclosed details could face a year in prison and be fined 45,000 euros (\$58,600), under the planned amendments.

Some conservative lawmakers said they opposed the idea of media fines as under the planned law financial information would likely leak out to the public anonymously over the Internet rather than be reported by established media.

The amended bill is due to be debated in the lower house of parliament on June 17.

Transparency became a major issue for Hollande when Cahuzac admitted in April, two weeks after quitting his post, that he had been lying for months in denying he had a Swiss account.

(\$1 = 0.7675 euros)

(Reporting by Emile Picy; Writing by Leigh Thomas; editing by Ron Askew)